Chypre, défi à la diplomatie

PENDANT trois semaines pleines d'anxiété, en novembre et décembre 1967, l'île de Chypre a été le centre d'une crise internationale qui aurait pu, comme on l'a craint, conduire à l'ouverture d'hostilités généralisées en Méditerranée orientale. Lié à Chypre en qualité de membre du Commonwealth, associé à la Grèce et la Turquie du fait de sa participation à l'OTAN et, conscient de ses engagements comme membre du Conseil de sécurité, le Canada a joué, avec d'autres pays, un rôle de premier plan dans les activités diplomatiques destinées à maîtriser immédiatement la crise. Les efforts qu'il a tentés ont permis aussi de faire accepter plus facilement une résolution du Conseil de sécurité de nature à aider les parties en présence à s'acheminer vers un règlement des principales questions en litige.

Chypre a été constamment une cause d'inquiétudes internationales depuis le début de 1964, date à laquelle la rupture des relations entre Chypriotes turcs et grecs, suivie de combats armés dans l'île et d'une menace d'intervention de la part des forces turques du continent, amena le Conseil de sécurité à mettre sur pied une Force de maintien de la paix de l'ONU à Chypre (UNFICYP). Suivant les termes mêmes de la résolution adoptée par le Conseil le 4 mars 1964, sa fonction devait consister à « déployer tous ses efforts pour empêcher une reprise des combats et, au besoin, contribuer à faire respecter la loi et à rétablir l'ordre en vue d'un retour à la situation normale ». Le Canada était au nombre des nations à qui on demanda de fournir des troupes à l'UNFICYP dont l'effectif actuel de 4,730 hommes comprend 880 Canadiens. Le contingent canadien est le deuxième en importance après celui de la Grande-Bretagne¹.

Dans la période qui a suivi, les efforts tentés à maintes reprises pour trouver une solution politique à Chypre par l'intermédiaire des Nations Unies, ainsi que par d'autres voies, n'ont pas donné grands résultats mais, dans la plupart des cas, on a pu séparer les combattants en puissance et empêcher que la situation ne se détériore. Peu à peu il est devenu possible de réaliser des progrès réels vers un retour à la normale dans les différentes parties de l'île. Néanmoins, malgré une apparente amélioration de la situation, de graves malaises latents séparaient encore Chypriotes grecs et turcs. Ce que voyant, le Canada et un certain nombre d'autres pays entamèrent l'automne dernier une série de consultations afin que le Conseil de sécurité, qui devait se réunir pour examiner la question de l'UNFICYP avant que son mandat d'une durée de six mois n'expire le 16 décembre 1967, puisse préconiser des mesures en vue d'un règlement politique du conflit.

¹ Pour de plus amples renseignements sur les débuts du problème de Chypre aux Nations Unies et sur l'UNFICYP, voir *Le Canada et les Nations Unies 1964*, pp. 30-34 et *Affaires Extérieures* de mai 1965, pp. 172-175 et de juin 1965, pp. 226-231.